



Numéro PPQ/

lundi 8 août 2016

## Les grands titres:

- L'ONU réclame une trêve humanitaire à Alep pour réparer les réseaux d'eau et d'électricité
- Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un convoi de la MINUSMA
- Soudan du Sud : les auteurs de violences sexuelles devront rendre des comptes, selon une représentante de l'ONU
- En visite en Argentine, Ban Ki-moon rappelle l'importance du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat
- Yémen : les pourparlers de paix suspendus pendant un mois, selon l'envoyé de l'ONU
- Pakistan : l'ONU condamne un attentat sanglant contre un hôpital à Quetta
- Burundi : le Comité de l'ONU contre la torture préoccupé par des représailles contre quatre avocats
- Palestine : le Coordonnateur humanitaire s'inquiète des allégations de détournements de fonds par une ONG
- L'ONU se félicite de l'acceptation par le Soudan du Sud d'une force régionale
- Hiroshima : 71 ans après la tragédie, Ban Ki-moon réclame un monde sans armes nucléaires

## L'ONU réclame une trêve humanitaire à Alep pour réparer les réseaux d'eau et d'électricité



Destructions causées par le conflit en Syrie dans un quartier d'Alep. Photo : OCHA / Josephine Guerrero

**8 août** - Entre 250.000 et 275.000 personnes sont coincées dans l'est d'Alep depuis début juillet et la fermeture de la dernière route d'accès à cette partie de la ville. Depuis le 6 août, la principale route d'accès à l'ouest d'Alep a aussi été coupée, portant le nombre de civils vivant dans une situation de siège à plus de 2 millions, ont souligné le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour la Syrie, Yacoub El Hillo, et le Coordonnateur humanitaire régional pour la crise en Syrie, Kevin Kennedy.

« Au cours des dernières semaines, les communautés à la fois de l'est et de l'ouest d'Alep ont subi l'essentiel du conflit, avec d'innombrables civils morts ou blessés. Des hôpitaux et des cliniques continuent d'être visés, ce qui compromet gravement la santé et le bien-être de tous les citoyens d'Alep. En outre, des attaques contre des infrastructures civiles cette semaine ont gravement endommagé les réseaux d'eau et d'électricité, laissant plus de deux millions d'habitants d'Alep sans électricité ou un accès au réseau d'eau public. L'eau disponible par le biais de puits et de réservoirs à Alep n'est pas suffisante pour subvenir aux besoins de la population », ont-ils ajouté dans un communiqué de presse conjoint.

M. El Hillo et M. Kennedy se sont dits extrêmement préoccupés par les conséquences désastreuses pour des millions de civils si les réseaux d'électricité et d'eau ne sont pas immédiatement réparés.

Selon eux, l'ONU est prête à aider la population civile d'Alep mais l'Organisation exige au minimum un cessez-le-feu ou des trêves humanitaires de 48 heures chaque semaine pour atteindre les millions de personnes dans le besoin à Alep et reconstituer les stocks de nourriture et de médicaments.

« Toutes les parties doivent garantir la sécurité, la sécurité et la dignité de tous les civils et des infrastructures civiles,



conformément au droit international humanitaire et des droits humains », ont ajouté M. El Hillo et M. Kennedy. « L'ONU réitère son appel à la levée immédiate de tous les sièges. Lorsqu'elles sont utilisées pour priver intentionnellement les gens de nourriture et d'autres articles essentiels à leur survie, les tactiques de siège constituent un crime de guerre ».

## Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un convoi de la MINUSMA



Des policiers sénégalais servant au sein de la MINUSMA au Mali patrouillent dans les rues de Gao. Photo ONU/Marco Dormino

**8 août** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné fermement dimanche une attaque par engin explosif improvisé contre un convoi de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), au sud d'Aguelhok, dans la région de Kidal, qui a coûté la vie à un Casque bleu et en a blessé quatre autres.

Cette attaque fait suite à une attaque similaire perpétrée le 5 août, ayant blessé un Casque bleu dans les environs de la ville de Kidal, a précisé le porte-parole du Secrétaire général.

« Le Secrétaire général souligne que les attaques contre des Casques bleus des Nations unies pourraient constituer des crimes de guerre selon le droit international et demande que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice. Il réitère que les attaques perpétrées contre la MINUSMA n'affaibliront pas la détermination de la Mission d'appliquer pleinement son mandat de soutien aux efforts du gouvernement malien, des parties signataires de l'accord de paix et du peuple malien pour parvenir à une paix et une stabilité durables », a ajouté le porte-parole.

« Le Secrétaire général rappelle que la paix demeure la responsabilité primordiale des parties maliennes. Il exhorte toutes les parties à continuer d'œuvrer pour l'application intégrale des dispositions de l'accord de paix et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir ces attaques », a-t-il encore dit.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt ainsi qu'au gouvernement du Tchad. Il a souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés.

Les membres du Conseil de sécurité ont également condamné dans les termes les plus énergiques les « attaques terroristes qui ont eu lieu entre le 5 et le 7 août 2016 contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dans la région de Kidal, tuant un Casque bleu et en blessant six autres ».

Dans une déclaration à la presse publiée lundi, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leurs plus sincères condoléances à la famille de la victime, ainsi qu'au gouvernement du Tchad et à MINUSMA. Ils ont rendu hommage aux soldats de la paix qui risquent leur vie.

Les membres du Conseil de sécurité ont appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur ces attaques et à traduire les coupables en justice. Ils ont souligné que les attaques ciblant les soldats de la paix peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.

## Soudan du Sud : les auteurs de violences sexuelles devront rendre des comptes, selon une représentante de l'ONU



**8 août** - La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles dans les conflits, Zainab Hawa Bangura, a déclaré lundi qu'il était très important pour le gouvernement sud-soudanais de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre un terme aux viols et violences contre les femmes et les filles au Soudan du Sud.

Dans un entretien accordé à la Radio Miraya des Nations Unies, Mme Bangura, s'est dit « très en colère et très déçue » que ces crimes continuent d'être commis malgré plusieurs réunions avec le Président Salva Kiir et le Premier vice-président Riek Machar et les communiqués signés en 2014 par les

deux dirigeants s'engageant à mettre fin et prévenir ces agressions sexuelles.

« Je suis une femme africaine et j'ai vu comment ces femmes ont souffert. Elles ont souffert pendant de longues années de guerre civile. Elles ont ensuite pu se réjouir pour la première fois de leur vie après que leur pays a obtenu son indépendance, pour finalement voir leurs espoirs et attentes brisés » lorsque le pays a replongé dans la guerre, a déclaré la Représentante spéciale.

Mme Bangura s'est dit particulièrement irritée par les nouvelles allégations apparues à la suite des derniers affrontements entre les rivaux, MM. Kiir et Machar, et leurs factions respectives.

Selon elle, « toutes les mesures doivent être prises par le gouvernement pour mettre un terme à cela. La première obligation pour tout gouvernement est de protéger ses propres citoyens; les enfants ne peuvent pas aller à l'école; les gens ne peuvent pas aller travailler; les femmes ne peuvent pas obtenir de l'eau - ils ne peuvent rien faire sans la paix ».

« Il s'agit de leur peuple. Si vous ne protégez pas votre propre peuple, vous invitez de ce fait la communauté internationale à venir offrir une protection à vos propres citoyens », a-t-elle continué, soulignant que l'ONU fera tout son possible pour veiller à ce que les victimes de viols reçoivent des soins, une assistance et un soutien adéquats et pour mettre en place un mécanisme pertinent.

« Mais pour moi, une chose pour laquelle je vais me battre jusqu'à ce que je quitte l'ONU, est de faire en sorte que toutes les personnes qui commettent ces crimes au Soudan du Sud rendent des comptes », a dit Mme Bangura. « Ceux qui pensent qu'ils vont pouvoir s'en tirer à bon compte doivent plaisanter car nous les poursuivrons. Peu importe qui ils sont et où ils sont. Nous les poursuivrons et les tiendrons responsables de ces crimes ».

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, une enquête préliminaire de l'ONU sur les récents combats et ses conséquences ont révélé que les forces de sécurité gouvernementales ont perpétré meurtres, viols, pillage et destruction de propriétés. Au moins 217 cas de violence sexuelle ont été recensés dans la capitale, Juba, entre les 8 et 25 juillet.

## En visite en Argentine, Ban Ki-moon rappelle l'importance du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à gauche) avec le Président argentin, Mauricio Macri, à Buenos Aires. Photo ONU/Mark Garten

**8 août** - En déplacement à Buenos Aires, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué lundi le partenariat de l'Argentine avec les Nations Unies et a rappelé les enjeux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique tout en soulignant la multitude de conflits en cours et leurs conséquences.

Au cours d'une allocution devant le Conseil argentin pour les relations internationales, M. Ban a exprimé sa reconnaissance envers l'Argentine pour son appui à la paix, à la sécurité et aux droits de l'homme notamment à travers son soutien aux opérations de maintien de la paix à Chypre et en Haïti et à la prochaine mission de l'ONU en Colombie pour observer le cessez-le-feu entre le gouvernement et les rebelles des FARC-EP.

« Je félicite les efforts continus de votre pays pour faire face à la question de l'impunité concernant les violations des droits de l'homme par le passé », a dit le Secrétaire général. « Après avoir vécu une période sombre du régime militaire, l'Argentine a été en mesure de se réinventer. Votre transition historique en une démocratie solide avec une justice, une responsabilité et un état de droit est un exemple d'espoir pour le monde ».

Au cours de son intervention, M. Ban a également salué l'engagement de l'Argentine pour une pauvreté zéro conforme à l'esprit du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. « Nous avons besoin d'un véritable partenariat mondial des nations, des organisations, des entreprises et des communautés pour parvenir à l'élimination de la faim, l'accès à la santé et à l'éducation, l'égalité des sexes et l'accès à l'eau potable. Nous devons travailler ensemble pour un travail décent, l'assainissement universel, l'énergie durable, l'utilisation équitable des ressources naturelles, des institutions efficaces, la

paix, la justice et les droits de l'homme », a-t-il dit.

Rappelant que « la lutte contre le changement climatique est essentiel pour le développement durable », le Secrétaire général a rappelé la nécessité de faire entrer en vigueur l'Accord de Paris sur le climat cette année et indiqué qu'il organiserait un événement en septembre pour permettre aux Etats-membres de déposer leurs instruments de ratification.

Rappelant que « 80% des besoins humanitaires sont le résultat de conflits, souvent exacerbés par les changements climatiques et les conflits liés aux ressources », M. Ban espère que les Etats-Membres travailleront au plus haut niveau pour trouver des solutions politiques adéquates. « Les conflits et les crises prolongées minent également nos efforts pour tenir les promesses du Programme 2030 », a-t-il précisé.

Après s'être entretenu avec le Président argentin, Mauricio Macri et sa Ministre des Affaires étrangères, Susan Malcorra, Ban Ki-moon devrait rencontrer mardi le Maire de Buenos Aires ainsi que des représentants de la jeunesse et de la société civile argentine.

## Yémen : les pourparlers de paix suspendus pendant un mois, selon l'envoyé de l'ONU



8 août -

L'Envoyé spécial des Nations Unies chargé de faciliter les pourparlers de paix sur le Yémen a annoncé ce weekend que ces discussions, qui se sont déroulées pendant trois mois au Koweït, étaient suspendues pendant un mois et que le processus entrait dans une « nouvelle phase ».

L'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed.  
Photo ONU /Elma Ocik

« Nous quittons le Koweït aujourd'hui mais les pourparlers de paix sur le Yémen continuent. La structure et le mécanisme changeront au cours des prochaines semaines afin que nous donnions aux parties prenantes de l'espace pour consulter leurs dirigeants », a dit samedi l'Envoyé spécial de l'ONU, Ismail Ould Cheikh Ahmed, au sujet de ces pourparlers entre une délégation du gouvernement yéménite et une délégation du Congrès général du peuple et Ansar Allah.

« Nous allons travailler avec chaque partie séparément pour cristalliser les détails techniques précis. Je répète encore une fois qu'une solution durable est celle qui est élaborée avec soin. Toute solution précipitée est tronquée et incomplète », a-t-il ajouté.

En ce qui concerne le cycle actuel des négociations, il a dit que le plus grand problème était le déficit de confiance entre les parties.

« Nous devons continuer à exhorter les parties à lancer une série de mesures de renforcement de la confiance et il est de leur devoir de poursuivre les libérations de détenus et de ne pas adopter de mesures unilatérales », a dit l'Envoyé spécial.

Prenant note de la situation difficile dans le pays, M. Ould Cheikh Ahmed a sonné l'alarme au sujet de l'économie chancelante et a appelé les deux parties à unir leurs efforts pour alléger les souffrances du peuple yéménite. Selon lui, la solution à la crise économique dépend d'une solution politique.

Après près de 16 mois de conflit au Yémen, une cessation des hostilités a été déclarée le 10 avril. Elle a permis d'apporter un répit dans de nombreuses régions même si de graves violations ont été observées dans les régions de Mareb, al Jawf, Taëz et dans les zones frontalières avec l'Arabie Saoudite.

## Pakistan : l'ONU condamne un attentat sanglant contre un hôpital à Quetta



Scène de rue à Quetta, dans la province du Balouchistan, au Pakistan. Photo UNICEF/Asad Zaidi

**8 août** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné lundi un attentat à bombe à l'hôpital civil de Quetta, dans la province du Balouchistan, au Pakistan.

« Le fait d'avoir ciblé des personnes en deuil dans un hôpital civil rend l'attaque particulièrement épouvantable », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général exhorte le Gouvernement à faire tout son possible pour assurer la sécurité de la population et à traduire en justice les auteurs de l'attaque d'aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles, et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a exprimé sa solidarité avec le peuple et le gouvernement du Pakistan.

Selon la presse, l'attentat a fait au moins 70 morts et de nombreux blessés. Des talibans ont revendiqué cet attentat.

## Burundi : le Comité de l'ONU contre la torture préoccupé par des représailles contre quatre avocats



Plus de 250.000 Burundais ont fui leur pays depuis avril 2015 vers les pays voisins. Ci-dessus, le camp de réfugiés de Nduta est situé dans le nord-ouest de la Tanzanie. Photo HCR/Benjamin Loyseau

**8 août** - Le Comité des Nations Unies contre la torture a exprimé lundi sa vive préoccupation au sujet des représailles signalées contre quatre avocats burundais qui ont fourni des informations au Comité à l'occasion de l'examen du rapport spécial du Burundi.

Le Comité a envoyé une lettre à l'ambassadeur du Burundi auprès des Nations Unies à Genève, demandant des garanties immédiates afin qu'aucun membre de la société civile burundaise ne soit soumis à des représailles pour avoir coopéré avec le Comité.

Les quatre avocats - Armel Niyongere, Lambert Nigarura, Dieudonné Bashirahishize et Vital Nshimirimana - ont contribué à un rapport alternatif d'une coalition de la société civile burundaise à l'occasion de l'examen du Burundi par le Comité. Trois d'entre eux étaient présents lors de cet examen à Genève les 28 et 29 juillet.

Le 29 juillet, un procureur burundais a demandé au Président du Conseil de l'Ordre des avocats au barreau de Bujumbura, la radiation des avocats susmentionnés, alléguant leur implication dans plusieurs infractions, y compris la participation à un mouvement insurrectionnel et une tentative de coup d'État.

La lettre du Comité, signée par son Président Jens Modvig et le Rapporteur sur les représailles Alessio Bruni, note que le procureur a demandé des sanctions contre les avocats et non une enquête afin d'établir les faits, « ce qui soulève des inquiétudes quant au respect de la présomption d'innocence ».

Selon la lettre, « cette inquiétude est d'autant plus forte que la demande (du procureur) intervint le jour même où la délégation du Burundi présidée par la ministre de la justice signifiait sa non-participation à la deuxième session de dialogue avec le Comité, en particulier en raison du rapport alternatif de la coalition de la société civile burundaise ».

M. Modvig et M. Bruni soulignent également le fait que le Comité a déjà soulevé la question des représailles à la suite de l'examen du second rapport périodique du Burundi en novembre 2014. Ils rappellent au gouvernement burundais que les représailles sont contraires à l'article 13 de la Convention contre la torture, à laquelle le pays est partie depuis 1993. L'article

13 stipule que les plaignants et les témoins devraient être protégés contre tout mauvais traitement ou toute intimidation suite à une plainte ou un témoignage.

Etant donné la gravité des cas détaillés dans leur lettre, M. Modvig et M. Bruni ont demandé une réponse des autorités burundaises au plus tard le 11 août et ils précisent qu'ils restent disponibles pour toute rencontre avec l'ambassadeur burundais avant cette date.

## Palestine : le Coordonnateur humanitaire s'inquiète des allégations de détournements de fonds par une ONG



Des enfants dans le camp de réfugiés de Khan Younis, à Gaza (photo archives).  
Photo : UNICEF Palestine / Eyad El Baba

**8 août** - Le Coordonnateur des Nations Unies pour l'aide humanitaire et les activités de développement dans les Territoires palestiniens occupés, Robert Piper, a exprimé lundi son inquiétude concernant des allégations de détournements de fonds rendues publiques la semaine dernière par l'Agence israélienne de sécurité à l'encontre du chef des opérations de l'ONG World Vision Gaza, Mohammad El Halabi.

« Ces allégations soulèvent des préoccupations graves pour les organisations humanitaires travaillant à Gaza », a déclaré M. Piper, qui a rappelé que ces opérations humanitaires « fournissent une aide vitale à 1,1 million de Palestiniens ».

« Le détournement de l'aide des bénéficiaires auxquels elle était destinée serait une trahison profonde de la confiance accordée à un cadre supérieur par son employeur et par les bailleurs de fonds », a dit le Coordonnateur qui a ajouté que ces actions méritent une condamnation sans réserve si elles étaient prouvées par une procédure légale. « Les citoyens démoralisés et vulnérables de Gaza méritent tellement mieux ».

« Nous devons maintenant attendre que le processus judiciaire suive son cours. M. El Halabi a droit à un procès équitable », a encore dit le Coordonnateur qui a précisé que « le droit international relatif aux droits de l'homme exige que le processus soit rapide, minutieux, indépendant, impartial et transparent ».

Selon la presse, Mohammad El Halabi a été arrêté le 15 juin dernier par les autorités israéliennes au point de passage d'Erez entre Israël et la Bande de Gaza et est depuis en détention.

## L'ONU se félicite de l'acceptation par le Soudan du Sud d'une force régionale



Des femmes déplacées par des combats à Juba, au Soudan du Sud, attendent de remplir des containers d'eau. Photo UNICEF/UN025202/Irwin

**7 août** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité dimanche de la décision du gouvernement du Soudan du Sud d'accepter le déploiement d'une force régionale de protection.

« Le Secrétaire général salue le communiqué des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Il félicite les dirigeants de l'IGAD pour leur action décisive et salue l'acceptation par le gouvernement du Soudan du Sud d'une force de protection régionale », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. L'IGAD est un groupe régional réunissant plusieurs pays d'Afrique de l'est.

M. Ban « appelle tous les dirigeants sud-soudanais à mettre de côté leurs différences personnelles et à démontrer leur engagement envers la mise en œuvre de l'Accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud, qui reste la seule voie viable pour mettre fin à la crise », a ajouté son porte-parole.

Ban Ki-moon s'est déclaré profondément préoccupé par la poursuite des combats dans le pays et a appelé à la fin immédiate des hostilités.

Il s'est dit indigné par les informations persistantes faisant état de violations et d'atteintes graves aux droits humains, y compris la violence sexuelle généralisée contre les femmes et les jeunes filles, commises par des hommes armés en uniforme.

“Il appelle toutes les parties à respecter leur responsabilité de protéger les civils et exige qu'elles prennent des mesures immédiates pour demander des comptes aux responsables de ces crimes odieux”, a dit son porte-parole.

Le chef de l'ONU a réitéré son engagement à travailler avec tous les Soudanais du Sud, l'IGAD, l'Union africaine et les partenaires internationaux, pour mettre en œuvre les recommandations du sommet de l'IGAD.

## Hiroshima : 71 ans après la tragédie, Ban Ki-moon réclame un monde sans armes nucléaires



Le mémorial pour la paix de Hiroshima.  
Photo UNESCO/G. Boccardi

**6 août** - Alors que le Japon commémorait samedi 6 août le 71<sup>ème</sup> anniversaire du bombardement atomique de la ville d'Hiroshima durant la Seconde Guerre mondiale, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a réclame une nouvelle fois un monde sans armes nucléaires.

“Le bombardement d'Hiroshima montre que les armes nucléaires ne font pas de discrimination selon le sexe, l'âge, la religion, l'idéologie ou la nationalité”, a-t-il dit dans un message lu par le Haut-Représentant des Nations Unies pour les affaires de désarmement, Kim Won-soo, lors d'une cérémonie commémorative à Hiroshima.

“Efforçons-nous ensemble d'obtenir un avenir plus sûr et un monde meilleur pour tous. Vous pouvez compter sur moi pour continuer à diffuser votre message : plus jamais d'Hiroshima. Plus jamais de Nagasaki. Plus jamais”, a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général de l'ONU, qui se trouvait samedi à Rio, au Brésil, pour l'ouverture des Jeux olympiques, a rappelé dans ce message qu'il s'était rendu à Hiroshima en 2010 pour participer à la cérémonie commémorative annuelle.

“J'ai été ému et impressionné par votre détermination à vous assurer qu'une telle tragédie ne se reproduise plus. Cette visite a renforcé ma résolution à accroître les efforts des Nations Unies pour faire en sorte que le monde soit exempt d'armes nucléaires”, a-t-il souligné.

Il a salué l'esprit de résilience et d'espoir incarné par les Hibakusha, qui sont les survivants de la bombe atomique.

“Ils ont transformé leur tragédie en un cri de ralliement pour l'humanité. Ils ont partagé leurs histoires afin que l'horreur vécue par Hiroshima ne soit jamais oubliée. Ils sont devenus de véritables champions de la paix et d'un monde meilleur”, a dit M. Ban.

“Aujourd'hui, le monde a besoin de l'esprit Hibakusha plus que jamais. Les tensions mondiales sont en hausse. Les progrès sur le désarmement nucléaire sont difficiles à trouver”, a-t-il ajouté, appelant tous les États à entendre le message des Hibakusha.

Selon Ban Ki-moon, les États dotés d'armes nucléaires ont une responsabilité particulière d'empêcher un autre Hiroshima. “Ils doivent honorer leurs engagements et ouvrir la voie au dialogue”, a-t-il dit.